

**MISSION DE MAÎTRISE D'ŒUVRE
URBAINE, PAYSAGE ET
INFRASTRUCTURES VRD DES ESPACES
PUBLICS**

ZAC CENTRE-VILLE A GRIGNY (91)

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Consultation n°

24-34226





Table des matières

1.	DÉFINITIONS	5
2.	OBJET DU CONTRAT	5
2.1.	Description des prestations.....	5
3.	FORME DU CONTRAT	6
4.	PARTICIPANTS A L'OPERATION	6
4.1.	Acheteur.....	6
4.2.	Titulaire	6
4.3.	Autres intervenants.....	7
5.	MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX.....	7
6.	LISTE DES PIECES DU MARCHÉ.....	8
6.1.	Pièces contractuelles.....	8
6.2.	Pièces non contractuelles	9
7.	REPRESENTATION DES PARTIES	9
8.	FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE	9
9.	EXECUTION PAR BONS DE COMMANDE	9
9.1.	Présentation des bons de commande :.....	9
9.2.	Passation des bons de commande.....	10
10.	DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION.....	10
10.1.	Durée de l'accord-cadre	10
10.2.	Délais des bons de commande	11
10.3.	Prolongation du délai d'exécution	11
11.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	11
11.1.	Consultation des entreprises	11
11.2.	Intempéries	11
11.3.	Contrôle des sous-traitants des entreprises	12
11.4.	Assurances.....	12
11.5.	Devoir d'information et de conseil.....	13
11.6.	Mission du mandataire du groupement	13
11.7.	Obligation de vigilance	13
11.8.	Prévention des risques de corruption.....	14
11.9.	Confidentialité et protection des données personnelles.....	14
12.	SOUS-TRAITANCE.....	15
13.	PRIX DU CONTRAT	15

13.1.	Nature des prix.....	15
13.2.	Contenu des prix	15
13.3.	Révision des prix.....	16
13.4.	TVA	16
14.	ENVELOPPE FINANCIERE DES TRAVAUX	17
15.	ENGAGEMENTS SUR LE COUT DES TRAVAUX	17
15.1.	Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel.....	17
15.2.	Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études.....	17
15.3.	Engagement sur le coût des contrats de travaux	18
16.	NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS SUR COUTS DE TRAVAUX EN PHASE ETUDES	19
16.1.	Dépassement du coût prévisionnel.....	19
16.2.	Surestimation du coût des travaux par le maître d'œuvre.....	19
16.3.	Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux	19
16.4.	Modification du projet	20
16.5.	Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet 20	
17.	CONDITIONS DE PAIEMENT	20
17.1.	Avance	20
17.2.	Modalités de règlement.....	20
17.3.	Echéancier de paiement des acomptes	20
17.4.	Présentation des demandes de paiement	21
17.5.	Régime des paiements	21
17.6.	Délai de paiement	23
18.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	23
18.1.	Relation avec le coordonnateur SPS et l'OPCIC.....	23
18.2.	Suivi de l'exécution des travaux et de leur réception	24
18.3.	Vérification des prestations.....	25
19.	CLAUSES DE REEXAMEN ET PRESTATIONS SIMILAIRE.....	25
19.1.	Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution	25
19.2.	Remplacement du mandataire en cours d'exécution.....	26
19.3.	Prestations supplémentaires ou modificatives	26
19.4.	Solution technique innovante	27
19.5.	Mesure transitoire de prévention et de sécurité	27
19.6.	Prestations similaires	27
20.	DELAIS - PENALITES - PRIMES	27
21.	PRESENTATION DES DOCUMENTS	31

22.	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	31
23.	FIN DU CONTRAT	31
23.1.	Documents à remettre	31
23.2.	Achèvement de la mission	32
24.	RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES	32
24.1.	Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire.....	32
24.2.	Résiliation pour motif d'intérêt général.....	32
24.3.	Résiliation pour faute du titulaire	32
25.	UTILISATION DES RESULTATS.....	33
26.	REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES	33
26.1.	Règlement des différends	33
26.2.	Tribunal compétent.....	33
27.	CONFIDENTIALITE	33

1. DÉFINITIONS

	Contrat	Le contrat est un accord-cadre passé en procédure avec négociation (Article R2124-3 3° Prestations de conception - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Maîtrise d'œuvre du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives de l'accord-cadre.
	Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté et le maître d'ouvrage.
	Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur en tant que maître d'œuvre. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation

La présente consultation porte sur la réalisation de **missions de maîtrise d'œuvre urbaine, paysagère et infrastructures VRD des espaces publics, relatives à la réalisation de la ZAC Centre-Ville à Grigny (91)**.

Dans ce cadre, le titulaire du marché et ses cotraitants auront pour mission de poursuivre les aménagements engagés depuis 28 ans sur la ZAC.

Les différentes missions qui seront confiées à la maîtrise d'œuvre seront basées sur les études urbaines menées par l'agence AUPA et les études techniques établies par les BET Paule Green et BATT. Ces documents sont annexés au CCTP.

DOMAINE :	La mission de maîtrise d'œuvre porte sur des ouvrages de type : Infrastructure – Construction neuve.
MISSIONS CONFIEE AU MAITRE D'OEUVRE :	MISSIONS DE COORDINATION URBAINE, ARCHITECTURALE, PAYSAGERE ET TECHNIQUE : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Actualisation du plan masse de la ZAC ; ➤ Mise à jour et suivi du programme de construction de la ZAC ; ➤ Actualisation du cahier des prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et environnementales (CPAUPE) ; ➤ Elaboration des fiches de lots ; ➤ Assistance à la désignation des opérateurs immobiliers ; ➤ Animation des réunions de conception et de coordination ; ➤ Suivi des projets en phase conception et réalisation. MISSIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE VRD : <ul style="list-style-type: none"> ➤ Etudes d'avant-projet (AVP) pour le secteur Damier et les abords du lot E ; ➤ Etudes de projet (PRO) ; ➤ Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT)

	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Visa et synthèse des études d'exécution réalisées par les entreprises (VISA + SYN) ➤ Direction de l'exécution du (ou des) travaux (DET) ➤ Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR).
ETUDES D'EXCECUTION	Le maître d'œuvre n'est pas chargé des études d'exécution des ouvrages – Visa du maître d'œuvre des études d'exécution des ouvrages réalisés par l'entreprise de travaux.

La description de ces missions figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) joint au dossier de consultation.

La présente opération n'est pas soumise au livre IV du Code de la commande publique.

Sans que cela ne révèle une quelconque intention du maître d'ouvrage de se soumettre audit régime juridique, le présent marché et le CCTP se réfèrent par commodité à la description des missions, tel qu'elles figurent dans les dispositions de ce livre IV du Code de la commande publique, complétées par les dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre confiés par des maîtres d'ouvrage publics à des prestataires de droit privé, annexé au Code de la commande publique.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Paris (75) – Réunions à prévoir à Paris (75019) et à ZAC Centre-Ville à Grigny (91)**.

3. FORME DU CONTRAT

Le présent contrat prend la forme d'un accord-cadre qui donnera lieu à l'émission de bons de commande en application des articles R. 2162-1 et R. 2162-6 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de commande de 588 000 € HT sur toute sa durée d'exécution (soit 6 ans).

Cet accord-cadre est mono-attributaire.

4. PARTICIPANTS A L'OPERATION

4.1. Acheteur

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Grand Paris Aménagement**, représenté par Stéphan de Fay Monsieur le Directeur Général qui assure la maîtrise d'ouvrage.

Grand Paris Aménagement
CS 10052
11 rue de Cambrai
75945 Paris Cedex 19

Téléphone : 01 40 04 66 00

Courriel : serviceachats@grandparisamenagement.fr
Site internet : <https://www.grandparisamenagement.fr>

4.2. Titulaire

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné sous le nom de « Maître d'Œuvre » sont précisées dans l'acte d'engagement.

En cas de modification de sa dénomination sociale, le Titulaire doit impérativement en informer l'acheteur par écrit et communiquer un extrait Kbis ou tout autre document de nature à prouver ce changement et l'absence de modification de son identité, dans les plus brefs délais.

Le Titulaire doit également informer le l'acheteur e de tout projet de fusion ou d'absorption ainsi que tout projet de cession du marché dans les plus brefs délais et produire tous documents et renseignements utiles. La cession du marché est subordonnée à l'acceptation de l'acheteur et à la conclusion d'une modification au marché au sens des articles R. 2194-1 et R. 2194-2 du Code de la Commande Publique (« avenant »).

4.3. Autres intervenants

- Coordination Sécurité Protection de la santé :

QUALICONSULT
127/131 Chemin des Bassins
Zone Europarc
94035 Créteil

- Mission OPC

360
44 rue Gassendi
75014 PARIS

L'acheteur communique au Titulaire, dès qu'il en a connaissance, les coordonnées de tout autres intervenants susceptibles d'intervenir sur l'opération et leurs missions respectives.

L'intervention, en quelque cas que ce soit, d'un autre intervenant, même spécialisé, ne modifie pas la nature, ni l'étendu des responsabilités générales du maître d'œuvre dans la réalisation de l'opération.

5. MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX

Par principe, la dévolution des marchés de travaux en phase de réalisation est prévue conformément aux articles L. 2113-10 et L. 2313-5 du Code de la Commande Publique, en lots séparés, par corps d'état.

En cas de lots séparés, le nombre de lots est arrêté par l'acheteur sur proposition argumentée du Titulaire au terme de la mission PRO.

Le Titulaire veille à définir de la manière la plus stricte et la plus précise les limites de prestations de chaque lot.

Il est rappelé au Titulaire le caractère obligatoire de l'allotissement et il doit s'engager, à ce titre :

- à justifier expressément toute dérogation à ce principe sur la base de fondements objectifs et propres à l'opération, au regard des dérogations à l'obligation d'allotissement prévue par les dispositions du Code de la commande publique ;
- à justifier la pertinence de l'allotissement le cas échéant, de manière à ce que l'acheteur ne puisse être juridiquement recherché sur ce fondement.

6. LISTE DES PIÈCES DU MARCHÉ

6.1. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/MOE, l'accord-cadre est régi par les pièces contractuelles suivantes qui, en cas de dispositions contradictoires, prévalent dans l'ordre ci-dessous établi :

- 1) L'acte d'engagement ;
- 2) Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- 3) Le cahier des clause techniques particulières (CCTP) et ses 12 annexes :
 - Annexe 1 : Plan des lots restant à développer ;
 - Annexe 2 : AVP – secteur Cœur de Ville ;
 - Annexe 3 : Plan guide secteur – Corbeil Sablons ;
 - Annexe 4 : Plan périmètre de la ZAC Centre-Ville ;
 - Annexe 5 : Règlement de chantier type de GPA ;
 - Annexe 6 : Socle d'exigences ;
 - Annexe 7 : Tableau de suivi de déchets ;
 - Annexe 8 : Fiche Visa PC logements – activités ;
 - Annexe 9 : Fiche Travaux Modificatifs ;
 - Annexe 10 : Suivi budgétaire AVP-PRO-DCE-MARCHE ;
 - Annexe 11 : Suivi coûts travaux ;
 - Annexe 12 : Suivi visa exécution travaux.
- 4) Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de maîtrise d'œuvre (CCAG/MOE) approuvé par l'arrêté n°ECOM2106877A du 30 mars 2021 pour les dispositions auxquelles il n'est pas expressément dérogé par le présent CCAP. L'offre technique du titulaire
- 5) Le registre des questions et réponses à la consultation, le cas échéant ;
- 6) Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) ;
- 7) Le mémoire technique du Titulaire remis à l'appui de son offre ;
- 8) Le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

La signature de l'acte d'engagement vaut engagement contractuel sans réserve du Titulaire sur l'ensemble des pièces énumérées dans le présent article.

En outre, les textes suivants s'appliquent :

- Le Code de la Commande Publique ;
- Le Code de la Construction et de l'Habitation ;
- Le Code de l'Urbanisme ;
- Le Code du Travail ;
- L'ensemble des textes normatifs en vigueur à la date de consultation et à venir.

Par ailleurs, dans le cadre de ses missions d'assistance à la passation et à l'exécution des marchés de travaux, le Titulaire doit appliquer les clauses du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de travaux dans sa dernière version en vigueur (CCAG/Travaux).

Les « clauses générales de vente » remises par les candidats/soumissionnaires/Titulaire avec leur offre ou leur devis remis à la demande de l'acheteur qui seraient contraires, pour tout ou partie, aux dispositions légales et / ou aux documents contractuels précités dans le présent CCAP sont réputées nulles, non écrites et non avenues.

Au sein du présent marché, et en l'absence de précision, les délais exprimés en jour doivent s'entendre en jours calendaires, et ce tels que mentionnés au sein du CCAG/MOE.

6.2. Pièces non contractuelles

Le contrat est constitué des documents non contractuels suivants :

- Le Détail Quantitatif Estimatif (DQE).

7. REPRESENTATION DES PARTIES

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dans l'acte d'engagement les noms et coordonnées professionnelles de la personne chargée de le représenter pour l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG, la bonne exécution de ces prestations suppose que le titulaire désigne un seul interlocuteur chargé de le représenter auprès de l'acheteur, quelle que soit la nature des questions évoquées. Ce responsable désigné par le titulaire est l'interlocuteur unique de l'acheteur pendant toute la durée du contrat.

En cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles du nouveau responsable qui devra justifier de compétences au moins égales. Ce représentant est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

8. FORME DES NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS AU TITULAIRE

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, l'acheteur prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté.
- Echanges dématérialisés ou supports électroniques dans les conditions suivantes : courriel avec accusé de réception, échanges via la messagerie électronique du profil acheteur PLACE.
- Tout autre moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception.

9. EXECUTION PAR BONS DE COMMANDE

9.1. Présentation des bons de commande :

Les prestations à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,

- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

9.2. Passation des bons de commande

L'exécution des missions sera ordonnée par bons de commande délivrés par le maître d'ouvrage au fur et à mesure des besoins. Chaque bon de commande spécifique déterminera le délai partiel d'intervention du groupement de maîtrise d'œuvre.

Il est précisé ici que conformément au CCTP, les missions de maîtrise des espaces publics seront commandées séparément et au fur et à mesure des besoins.

Les missions de maîtrise d'œuvre des espaces publics seront commandées comme suit :

- La mission AVP global fera l'objet de deux bons de commande spécifique :
 - Secteur Damier ;
 - Abords du lot E.
- Ensuite, chaque ensemble de missions PRO à AOR correspondant à une phase de travaux fera l'objet d'un nouveau bon de commande.

A la demande de Grand Paris Aménagement, le Titulaire devra établir un devis dans un délai de 5 jours.

Ce devis devra indiquer :

- L'objet de la mission,
- La date de démarrage et les délais de réalisation,
- La référence du prix et son montant conformément au BPU notifié dans le cadre du présent marché,
- Les quantités et les montants totaux.

Ce devis sera transmis par mail. Après vérification de ce devis et accord, Grand Paris Aménagement émettra le bon de commande correspondant sur la base des prix figurant au Bordereau des Prix Unitaires.

La réalisation des travaux fera l'objet d'un découpage opérationnel. Ce découpage pourra évoluer durant toute la durée du présent accord-cadre.

Les missions de maîtrise d'œuvre feront l'objet de bons de commande spécifiques portant sur une phase opérationnelle.

Pour chaque phase opérationnelle, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de commander une partie seulement de la mission de maîtrise d'œuvre ou d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission si la commande porte sur les missions PRO à AOR.

10. DURÉE DE L'ACCORD-CADRE ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

10.1. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu à compter de sa notification pour une durée de **6 ans** fermes.

Le contrat dépasse la durée maximale prévue à l'article L2125-1 du Code de la commande publique pour les motifs suivants : l'objet de l'accord cadre nécessite une mise en œuvre sur une durée supérieure, compte tenu des délais de réalisation de l'opération.

L'acheteur ne pourra notifier des bons de commande sur la base de cet accord-cadre que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. En cas de reconduction, cette disposition s'appliquera à chaque période de reconduction.

L'exécution des bons de commande émis pendant la durée de l'accord-cadre pourra se prolonger au-delà de la durée de l'accord-cadre conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique.

10.2. Délais des bons de commande

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande conformément aux délais indiqués dans le CCTP. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

10.3. Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 15.3.4 du CCAG/MOE, la prolongation de plus de 10% de la durée du chantier n'ouvre pas droit à rémunération complémentaire. Les autres dispositions de l'article 15.3 s'appliquent.

11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

Il est précisé que le Maître d'Œuvre est le premier des sachants. Il ne saurait en aucun cas transférer sa responsabilité de concepteur sur les entreprises chargées de la réalisation des travaux. En conséquence, il lui appartient de définir avec la plus grande précision et la plus grande exhaustivité l'ensemble des besoins nécessaires au parfait achèvement, dans les règles de l'art, de l'ouvrage objet du présent marché.

11.1. Consultation des entreprises

Dans ses contacts avec les entreprises, la maîtrise d'œuvre respecte les règles de confidentialité et de concurrence, notamment au sens du Code de la commande publique.

Il tient l'acheteur informé de ses contacts avec les entreprises.

Toute discussion ou mise au point éventuelle avec une entreprise, s'inscrivant dans le cadre de l'assistance apportée à l'acheteur pour la passation du marché de travaux, ne peut être engagée qu'après accord écrit donné par l'acheteur.

En cas de marché de travaux en corps d'état séparés, la maîtrise d'œuvre doit vérifier la cohérence des offres des entreprises.

11.2. Intempéries

Le Maître d'Œuvre vérifie le nombre réel de journées d'intempéries.

Si celui-ci est supérieur au forfait contractuel de journées d'intempéries, forfait dont il est tenu compte dans le calendrier d'exécution, le délai d'exécution des travaux des entreprises est prolongé automatiquement d'un nombre de jours égal à la différence entre les deux nombres, réel et prévu, des journées d'intempéries.

Sont qualifiées de journées d'intempéries, les journées proposées comme pouvant être acceptées comme telles par la maîtrise d'œuvre et consignées par elle, au fur et à mesure de leur survenance, dans les comptes-rendus de chantiers. Les journées non mentionnées dans ce cadre sont considérées comme forcloses.

Le Titulaire s'engage à transmettre sous 24h, sur demande de l'acheteur, la justification exhaustive des journées d'intempéries qu'il propose d'accepter. Ces journées sont des journées de constat d'absence d'activité sur le chantier. Elles sont déterminées par le maître d'œuvre, en fonction du cahier de relevé des intempéries de l'entreprise, confronté aux relevés de la station météorologique la plus proche du chantier conformément aux dispositions du Code du travail, éventuellement précisée au sein des dispositions contractuelles spécifiques

11.3. Contrôle des sous-traitants des entreprises

Le Titulaire est tenu d'assurer pour le compte de l'acheteur le contrôle des sous-traitants des entreprises intervenant sur le chantier de telle sorte que l'acheteur ne soit ni inquiété ni recherché au titre des obligations pesant sur les entreprises au regard de la législation sur la lutte contre le travail illégal prévues au Livre deuxième du Code du travail (partie législative et réglementaire) ainsi que celles prévues par la loi n°2014-790 du 10 juillet 2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale.

A ce titre, le Maître d'Œuvre est notamment tenu :

- De vérifier régulièrement que les entreprises respectent les dispositions des articles L 8222-1 (travail dissimulé), L8232-1 (marchandage), L8241-1 (prêt illicite de main d'œuvre), L 8254-1 (emploi de travailleurs étrangers) du code du travail ;
- De demander tous les six mois à chaque entreprise autorisée à intervenir sur le chantier l'intégralité des documents prévus aux articles R 8222-5 du code du travail (entreprise établie en France) et R 8222-7 du code du travail (entreprise établie à l'étranger).

Le Maître d'Œuvre a à ce titre une obligation de vigilance renforcée et doit signaler sans délai à l'acheteur toute anomalie constatée tant au stade de la présentation des demandes d'agrément que dans l'exécution des travaux (notamment en cas de présence de personnes non autorisées sur le chantier).

L'acheteur peut exiger à tout moment auprès de la maîtrise d'œuvre la justification des documents et informations qu'il a sollicités et obtenus de tous les intervenants directs et indirects sur le chantier en vue du respect de leurs obligations au regard de la législation sur le travail illégal et plus généralement en matière de sécurité et d'hygiène.

En cas de non-respect de cette obligation, le Maître d'Œuvre se verra appliquer des pénalités. En outre, le non-respect de cette obligation pourra entraîner le cas échéant la résiliation du présent marché pour faute.

11.4. Assurances

Le titulaire souscrit une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés aux personnes ou aux biens par l'exécution des prestations, avant et après réception des travaux.

Il doit également souscrire une assurance de responsabilité décennale.

Le titulaire doit justifier dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Celle-ci précise la nature des risques couverts et les montants de garantie qui doivent être adaptés aux caractéristiques des travaux objet du contrat.

Le titulaire souscrit également l'assurance décennale visée à l'article L. 241-1 du code des assurances. Le contrat d'assurance est conforme à l'obligation d'assurance prévue par l'article L.241-1 du code des assurances ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe 1 de l'article A 243-1 du même code.

11.5. Devoir d'information et de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

11.6. Mission du mandataire du groupement

En cas de groupement, le mandataire représente l'ensemble des membres du groupement de maîtrise d'œuvre vis-à-vis de l'acheteur, coordonne les prestations et veille à instaurer une bonne communication entre les membres du groupement et avec l'acheteur.

A ce titre, il reçoit mandat des membres du groupement pour assurer les missions de coordination portant sur les études :

- Etablir, en liaison avec les autres membres, le planning d'ensemble et en assurer sa mise à jour,
- Informer chaque membre du groupement de toute modification du planning et contrôler son application,
- S'assurer de l'exécution des prestations dans les délais fixés au marché de maîtrise d'œuvre,
- Organiser les réunions nécessaires à la coordination des prestations de maîtrise d'œuvre.

Le mandataire doit également :

- Remettre, à l'acheteur, dans les conditions de forme et de délais prévus au marché de maîtrise d'œuvre, les documents (documents graphiques et écrits, situations de travaux, projets de décomptes, demandes d'acomptes, décomptes généraux définitifs, etc.) dus au titre de ce marché et s'assurer de leur approbation,
- Réunir, tout ou partie des membres du groupement, sur leur demande ou sur son initiative, chaque fois que nécessaire, pour l'exécution de la mission de maîtrise d'œuvre ou pour l'examen de questions importantes telles que la proposition, la négociation et la signature d'avenants, la répartition des prestations supplémentaires, le dépassement des délais, la présentation d'un mémoire de réclamation, la défaillance d'un membre du groupement.
- Le cas échéant, organiser les négociations et trancher les différends au sein du groupement de maîtrise d'œuvre,
- Répartir, s'il y a lieu, les primes et pénalités prévues au marché de maîtrise d'œuvre,
- Le cas échéant, assurer la tenue du compte des dépenses communes,
- Archiver les documents régissant les rapports contractuels entre la maîtrise d'ouvrage et le groupement de maîtrise d'œuvre.

11.7. Obligation de vigilance

Le titulaire remet :

1) Avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;

- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- 2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
- sa date d'embauche ;
 - sa nationalité ;
 - le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- 3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).
- 4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :
- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).
- 5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :
- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
 - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

11.8. Prévention des risques de corruption

Conformément aux dispositions de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique le titulaire garantit que toute personne, physique ou morale, intervenant pour son compte dans le cadre du présent contrat :

- Respecte toute réglementation ayant pour objet la lutte contre la corruption et le trafic d'influence ;
- Met en place et maintient ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption ;
- Informe l'acheteur de tout événement qui pourrait avoir pour conséquence l'obtention d'un avantage indu, financier ou de toute autre nature, à l'occasion du présent contrat ;
- Fournit toute assistance nécessaire à l'acheteur pour répondre à une demande d'une autorité dûment habilitée relative à la lutte contre la corruption.

11.9. Confidentialité et protection des données personnelles

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

12. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

13. PRIX DU CONTRAT

13.1. Nature des prix

Les prix du contrat sont **unitaires et forfaitaires**. Ils sont exécutés au moyen de bons de commande.

Le bordereau des prix unitaires et forfaitaires (BPUF) indique la nature du prix de chacun des éléments de mission.

Les éléments de mission AVP, et PRO à AOR seront rémunérés par un forfait de rémunération déterminé par un taux appliqué au montant de travaux à réaliser sur la phase concernée. La méthode de calcul des forfaits de rémunération est précisée dans l'annexe financière.

La méthode de calcul des forfaits de rémunération est précisée dans l'annexe financière.

13.2. Contenu des prix

Par dérogation à l'article 10.1.3 du CCAG/MOE, les prix sont réputés comprendre toutes sujétions et toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, les marges pour risques et marges bénéficiaires, ainsi que tous les frais afférents à la prestation de Maîtrise d'œuvre elle-même et notamment :

- Les frais de personnel,
- Les frais de déplacements,
- Les frais d'assurances,
- Les frais nécessaires à la collaboration éventuelle avec des tiers participant aux opérations de travaux (collectivités locales, CSPS, pilotes, contrôleurs techniques...)

Les prix sont donc exclusifs de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la mission de maîtrise d'œuvre confiée, et toute indemnité **par dérogation notamment à l'article 3.7.5 du CCAG/MOE**.

Le Maître d'Œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG/MOE, les précisions suivantes sont apportées en matière de contenu des prix :

- **En cas de cotraitance conjointe ou solidaire**, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.
- **En cas de sous-traitance**, les prix sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle par le titulaire des prestations confiées à ce sous-traitant, ainsi que les conséquences de ses défaillances

13.3. Révision des prix

Les prix sont fermes pendant un an à compter de la notification de l'accord-cadre. Ils sont ensuite révisés annuellement à la date anniversaire de notification de l'accord-cadre par l'application aux prix de l'accord-cadre (P) de la formule décrite ci-dessous, à la hausse comme à la baisse.

Les prix sont fermes entre chaque période de révision.

L'index utilisé est :

Code index	Libellé de l'index
ING Ingénierie	Ingénierie paru au Moniteur

La **formule de variation** utilisée est :

$$P = P_0 \times [0,15 + 0,85 \times (ING M_n / ING M_0)]$$

Dans laquelle :

- **ING M_0** : Valeur de l'index ING « Ingénierie » correspondant au mois M_0 , (mois de remise de l'offre initiale ou négociée en cas de négociation),
- **ING M_n** : Valeur de l'index ING « Ingénierie » correspondant au mois M de la date anniversaire de notification du marché,
- **P** : Prix révisés au mois M correspondant à la date anniversaire de notification du marché,
- **P_0** : Prix initiaux indiqués au mois M_0 de référence.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le pouvoir adjudicateur procède au règlement sur la base de la valeur du dernier coefficient publié. Le pouvoir adjudicateur ne procède pas à la revalorisation définitive dès que les index correspondants sont publiés.

Si la définition ou la contexture de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation venait à être modifiée ou si un paramètre cessait d'être publié, de nouveaux paramètres seront introduits par avenant afin de maintenir conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques.

13.4. TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

14. ENVELOPPE FINANCIERE DES TRAVAUX

L'enveloppe financière prévisionnelle affectée aux travaux est arrêté à hauteur de **3 594 000 € HT**.

15. ENGAGEMENTS SUR LE COUT DES TRAVAUX

15.1. Engagement du maître d'œuvre avant l'établissement du coût prévisionnel

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise de l'AVP est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage dans l'acte d'engagement, après avoir été ramené au mois d'établissement de l'enveloppe financière tel que fixé dans l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-dessus. En cas de refus ou d'impossibilité de rendre compatible le projet avec l'enveloppe financière prévisionnelle, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire.

L'acceptation par la maîtrise d'ouvrage d'éléments AVP prévoyant un coût prévisionnel supérieur à l'enveloppe arrêtée par le maître d'ouvrage n'ouvre droit à aucune rémunération complémentaire pour le maître d'œuvre.

La mission AVP fera l'objet de deux bons de commande :

- Aménagement des espaces publics secteur Damier
- Abord du lot E.

Le maître d'œuvre s'engage à justifier lors de la remise de chaque PRO que les propositions du PRO sont compatibles avec le respect du coût global.

Des études de projet seront réalisées pour chaque séquence temporelle de travaux. Si le montant prévisionnel de réalisation proposé dans le PRO est supérieur à la somme des montants des espaces composant cette séquence de travaux tels que chiffrés dans l'AVP, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière. En cas de refus ou d'impossibilité de rendre compatible le projet avec l'AVP, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent accord-cadre à bons de commande aux torts du titulaire.

Le contrôle du respect de l'engagement du maître d'œuvre s'effectue sur chaque phase opérationnelle.

15.2. Engagement sur le coût prévisionnel des travaux à l'issue de la phase études

L'engagement du maître d'œuvre intervient à l'issue de chaque PRO sur la base de l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux de l'opération de travaux considérée.

Le seuil de tolérance est égal à **3%**.

Le respect de cet engagement est contrôlé à l'issue de la consultation initiale des entreprises de travaux, sur la base du montant des offres remises par les entreprises et retenues par le maître d'ouvrage.

Pour permettre la comparaison entre le coût prévisionnel arrêté des travaux à l'issue du PRO et le coût résultant de la consultation des entreprises, les montants des marchés de travaux et le coût prévisionnel seront ramenés à la date du mois Mo par utilisation des index TP01. Ce coefficient de réajustement sera arrondi au millième supérieur.

En cas de dépassement du seuil de tolérance (autre les dispositions de l'article « Non-respect des engagements sur coûts de travaux en phase études »), le maître d'ouvrage peut demander par ordre de service au maître d'œuvre la reprise des études pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance, sans rémunération supplémentaire.

A défaut du respect de ces engagements, le contrat de maîtrise d'œuvre peut être résilié dans les conditions définies dans le présent CCAP.

15.3. Engagement sur le coût des contrats de travaux

Lorsque la mission confiée au maître d'œuvre comporte la direction de l'exécution du contrat de travaux et l'assistance lors des opérations de réception, le seuil de tolérance à chacune des phases de travaux est fixé à 3 % par rapport au montant du marché de travaux notifié.

Le respect de l'engagement du maître d'œuvre est contrôlé après exécution complète des travaux nécessaires à la réalisation d'une phase de travaux. Le montant des dépenses de travaux résulte des décomptes généraux des marchés et factures émises par les entreprises pour la réalisation de l'opération.

La comparaison entre le coût résultant des marchés initiaux signés et le coût constaté à la fin des travaux s'effectuera en valeur de base des marchés de travaux HT (Mois Mo travaux hors révision, pénalités, primes.... et TVA).

Pour effectuer cette comparaison en cas de pluralité de marchés de travaux comportant des valeurs de base différentes (Mois Mo différents selon la date de passation des marchés du fait de l'étalement des besoins dans le temps), le montant initial et le coût constaté de chaque marché de travaux sera ramené en valeur de base du premier marché signé.

Le maître d'œuvre présentera dans son décompte mensuel intégrant la partie de l'élément de mission « remise du décompte général des travaux » de l'élément DET tous les calculs permettant un premier contrôle par le maître de l'ouvrage et notamment un tableau comparatif entre montant des marchés et montants réalisés des travaux et les raisons de l'écart éventuel. La part des honoraires concernés pourra être bloquée si ces calculs ne sont pas fournis.

Le maître d'œuvre présentera un tableau complémentaire intégrant les éventuelles réclamations des entreprises avec son projet de décompte général. Le solde de l'accord-cadre à bons de commande pourra être bloqué si ces calculs ne sont pas fournis.

Pour vérifier le respect de cet engagement, le maître d'œuvre calcule l'écart entre :

- le coût initial qui est la somme de tous les contrats de travaux résultant des marchés signés, augmenté du coût des commandes qu'il était nécessaire de prévoir pour la réalisation de l'ouvrage en valeur de base.
- le coût constaté qui est la somme, en prix de base, des montants de travaux résultant des décomptes généraux des marchés, augmenté du coût des factures conclues pour la réalisation de l'ouvrage, ramené, s'il y a lieu, en valeur de base du premier marché signé.

Si l'écart excède le seuil de tolérance ci-dessus, la rémunération du maître d'œuvre est réduite conformément aux dispositions citées dans le présent CCAP.

16. NON-RESPECT DES ENGAGEMENTS SUR COUTS DE TRAVAUX EN PHASE ETUDES

16.1. Dépassement du coût prévisionnel

Au cas où après consultation des entreprises, le montant des offres retenu par le maître d'ouvrage dépasse le montant du coût prévisionnel résultant de l'AVP augmenté de son seuil de tolérance de 3% ; si le maître d'ouvrage décide de ne pas résilier le présent accord-cadre à bons de commande, le maître d'œuvre recommence ses études à ses frais afin de respecter le coût de travaux prévisionnel augmenté de la marge de tolérance. Le maître d'ouvrage fixe par ordre de service le délai maximum de reprise des études. Les clauses de pénalités pour retard dans la présentation des documents d'études fixées dans le présent CCAP sont applicables.

16.2. Surestimation du coût des travaux par le maître d'œuvre

Lorsque, après consultation des entreprises, le montant du coût des travaux, tel qu'il résulte du montant des marchés de travaux signés à l'issue de celle-ci, est inférieur de plus de 15% au coût prévisionnel résultant des engagements du maître d'œuvre pris en application dans l'acte d'engagement, le maître d'œuvre pourra subir une réfaction.

Cette réfaction, au taux de 10%, s'applique à l'écart entre le coût toléré résultant de l'application du taux de 15% au coût prévisionnel fixé dans l'acte d'engagement, et le montant des travaux résultant du marché, ramené en valeur du mois Mo défini dans l'acte d'engagement.

Cette pénalisation est plafonnée à 15% du montant des honoraires des éléments de mission antérieurs à l'attribution des contrats de travaux (hors ACT).

16.3. Modalité de calcul de réduction d'honoraires à l'issue de la phase travaux

Si le coût constaté des travaux excède le coût résultant des marchés initiaux signés augmentés du seuil de tolérance de 2%, la rémunération du maître d'œuvre sera réduite en appliquant les pénalités résultant de la formule suivante :

$P = (C_c - C_t) \times T$

P : le montant de la pénalité

C_c : le coût constaté de travaux résultant des décomptes généraux des marchés de travaux

C_t : le montant des marchés initiaux signés augmentés du seuil de tolérance de 2%

T : le taux de rémunération du maître d'œuvre appliqué lors de la commande de la mission ACT pour les travaux concernés.

Le coût constaté de travaux ne prendra pas en compte les travaux supplémentaires demandés par le maître d'ouvrage ou entraînés par une modification des informations fournies par celui-ci, ou en cas de force majeure (comme par exemple un changement de réglementation ou conséquences financières de la liquidation judiciaire d'une entreprise), si cette modification n'a pas fait l'objet d'un avenant au présent contrat.

Cependant, le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments de mission postérieurs à l'attribution des marchés de travaux : VISA, DET et AOR.

Mesures conservatoires : Si en cours d'exécution de travaux, le coût de réalisation des ouvrages augmenté du coût des travaux non prévus (hors travaux modificatifs et devant faire l'objet d'un avenant) dépasse le seuil de tolérance défini dans le CCAP, des retenues intermédiaires peuvent être appliquées, à titre conservatoire, à la diligence du maître d'ouvrage ou de son représentant, par fractions réparties sur les décomptes correspondants aux éléments de mission VISA, DET et AOR.

16.4. Modification du projet

Elle peut intervenir du fait de trois sortes d'aléas :

- a) Modification dans la consistance du projet apportée par le maître d'œuvre en cours d'exécution, par suite d'imprévisions dans ses études, de réserves du contrôleur technique, de non observation des DTU ou d'erreurs dans la conduite des travaux même en cas d'accord du maître d'ouvrage ; si elle entraîne des plus ou des moins-values sur le coût constaté des travaux, la rémunération du maître d'œuvre subira la réfaction éventuelle résultant du jeu des formules d'incitation à la réduction des coûts des travaux et du non-respect de l'engagement sur coût des travaux.
- b) Modification dans la consistance du projet résultant de modification du programme demandée par le maître d'ouvrage, son incidence financière sur l'estimation prévisionnelle des travaux et sur le forfait de rémunération sera chiffrée et un nouvel engagement sera alors fixé par avenant.
- c) Modification dans la consistance du projet qui s'impose au maître d'ouvrage (par suite d'un changement de réglementation postérieurement à la notification du marché de travaux par exemple). Se reporter au cas précédent (b).

16.5. Modification du coût prévisionnel des travaux sans modification de la consistance du projet

Ce cas peut se produire, si surviennent certaines difficultés, au cours de la réalisation des travaux, ainsi lorsqu'une entreprise cesse son activité et doit être remplacée. Il en résulte souvent que l'estimation prévisionnelle du coût des travaux restant à exécuter devient supérieure à ce qu'elle aurait été si l'entreprise défaillante avait terminé le chantier. Le maître d'œuvre ne sera pas pénalisé de ce fait, mais il devra, si nécessaire, remanier les dossiers, sans modification du forfait de rémunération initial.

17. CONDITIONS DE PAIEMENT

17.1. Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

17.2. Modalités de règlement

La remise des demandes de paiement intervient en début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent. A la fin des prestations, le titulaire établit un décompte final dans les conditions définies à l'article 11.7 du CCAG/MOE sur la base duquel l'acheteur établit le décompte général dans les conditions de l'article 11.8 du CCAG/MOE.

17.3. Echancier de paiement des acomptes

MISSIONS DE COORDINATION URBAINE, ARCHITECTURALE, PAYSAGERE ET TECHNIQUE :

- Actualisation du plan masse de la ZAC ;
- Mise à jour et suivi du programme de construction de la ZAC ;
- Actualisation du cahier des prescriptions urbaines, architecturales, paysagères et

- environnementales (CPAUPE) ;
- Elaboration des fiches de lots ;
- Assistance à la désignation des opérateurs immobiliers ;
- Animation des réunions de conception et de coordination ;
- Suivi des projets en phase conception et réalisation.

MISSIONS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE VRD :

- Etudes d'avant-projet (AVP) : 30% à la remise du dossier provisoire d'AVP, 50% à la remise du dossier définitif et 20% après approbation ;
- Etudes de projet (PRO) : 80% à la remise du dossier et 20% après approbation ;
- Assistance à la passation des contrats de travaux (ACT) :
 - Etablissement du DCE : 50% après approbation du dossier de consultation ;
 - Analyse des offres : 25% après analyse des offres ;
 - Mise au point du marché : 25% après notification ;
- Visa et synthèse des études d'exécution réalisées par les entreprises (VISA + SYN) : 100% proportionnellement à l'avancement des travaux
- Direction de l'exécution du (ou des) travaux (DET) : 80% à l'avancement des travaux, 10% à la remise du registre du chantier lors des OPR, 10% à la remise du décompte général des travaux ;
- Assistance aux opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) : 25% à la réception, 25% à la remise du DOE, 25% à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

17.4. Présentation des demandes de paiement

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

17.5. Régime des paiements

Les prestations du contrat sont réglées par acompte mensuel, sous réserve des dispositions spécifiques précisées ci-avant dans le paragraphe

■ Demande d'acompte

Le règlement des sommes dues au maître d'œuvre fera l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte sera lui-même établi à partir d'un état, dans les conditions ci-après définies. Cette demande d'acompte est transmise au maître d'ouvrage, par tout moyen permettant de donner date certaine.

■ Décompte périodique

Le décompte périodique valant demande de paiement d'acompte correspond au montant des sommes dues au maître d'œuvre depuis le début du marché jusqu'à l'expiration du mois considéré, ce montant étant évalué en prix de base.

En complément des dispositions de l'article 11 du CCAG MOE, le décompte périodique est daté et comporte, selon le cas :

- les références du marché;
- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- l'application de la révision de prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- le montant de la TVA ;
- le montant TTC.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement d'acompte qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

■ **Acompte périodique**

L'acompte périodique du mois "m" est calculé par la différence entre deux décomptes successifs.

■ **Décompte général, paiement pour solde, paiement partiel définitif**

La demande de paiement du solde est établie, conformément aux dispositions ci-dessus et à l'article 11.7 du CCAG MOE par le titulaire, dans un délai de 30 jours à compter de l'achèvement de sa mission constaté dans les conditions définies ci-après ou dans un délai de 10 jours suivant la parution de l'index de référence permettant le calcul de la révision du solde ou de la révision définitive si celle-ci est postérieure.

Le titulaire transmet le décompte pour solde qui comporte les parties suivantes :

- un récapitulatif des acomptes et/ou règlements partiels définitifs perçus pour l'ensemble des prestations du marché,
- le cas échéant, une demande de paiement correspondant :
- aux sommes dues le dernier mois d'exécution, si le titulaire n'a pas produit une demande d'acompte pour ces prestations ;
- au solde du marché.

Le décompte pour solde du marché est vérifié par le maître d'ouvrage qui se réserve le droit de compléter ou de rectifier le décompte pour solde qui comporterait des erreurs ou serait incomplet. En cas de modification du décompte remis par le titulaire, le maître de l'ouvrage ou son représentant notifie le décompte rectifié au titulaire avant de procéder au paiement du solde.

Le maître de l'ouvrage règle au titulaire les sommes qu'il admet dans le délai fixé dans l'acte d'engagement.

Toute réclamation du titulaire sur le décompte général qui lui est notifié doit être présentée par le titulaire dans un délai de deux mois à compter de cette notification. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté le décompte.

17.6. Délai de paiement

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

En cas de retard de paiement, le Maître d'Ouvrage sera de plein droit débiteur auprès du Titulaire du marché de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013.

18. RÉALISATION DES PRESTATIONS

18.1. Relation avec le coordonnateur SPS et l'OPCIC

Le coordonnateur SPS informe le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de toute violation par les intervenants des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers, le coordonnateur SPS doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

Le coordonnateur SPS et l'OPCIC auront libre accès au bureau de chantier et au matériel mis à disposition du maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

Le maître d'œuvre communique directement au coordonnateur SPS et à l'OPCIC :

- tous les documents relatifs aux avant-projet(s), projet(s) et études d'exécution ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- le calendrier détaillé d'exécution.

Le maître d'œuvre informe le coordonnateur SPS et l'OPCIC de toutes les réunions qu'il organise dans le cadre de l'exécution de sa mission.

Le maître d'œuvre s'engage à :

- fournir au coordonnateur SPS et à l'OPCIC, à sa demande, tous autres documents et informations nécessaires au bon déroulement de sa mission ;
- respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS, l'OPCIC et les intervenants, définies par le maître d'ouvrage. Celles-ci font l'objet d'un document notifié au maître d'œuvre, qui est annexé au présent CCAP.

Le maître d'œuvre donne suite, pendant toute la durée d'exécution de sa mission, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS.

Tout différend entre le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS ou l'OPCIC est soumis au maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre arrête les mesures d'organisation générale du chantier en concertation avec le coordonnateur SPS et l'OPCIC.

Pour l'analyse des offres des entreprises, le maître d'œuvre consulte le coordonnateur SPS et intègre, le cas échéant, son avis dans le rapport d'analyse des offres.

Le maître d'œuvre prend connaissance de toutes les observations consignées par le coordonnateur SPS dans le Registre-Journal de la Coordination (RJC) et des documents produits par l'OPCIC pour la garantir la bonne organisation des chantiers

18.2. Suivi de l'exécution des travaux et de leur réception

La direction de l'exécution des travaux incombe au titulaire qui est le seul responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et l'unique interlocuteur des entrepreneurs intervenants sur les travaux.

Il est tenu de faire respecter l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

■ Rôle du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre est chargé de prendre les décisions et d'accomplir les tâches qui lui incombent aux termes du CCAG travaux applicable aux marchés de travaux dont il assure la direction (voir article ci-dessus) en tenant compte des éventuelles dérogations insérées dans les marchés de travaux.

Il est tenu de faire respecter par chaque entreprise l'ensemble des stipulations de son marché de travaux.

■ Régime des ordres de services aux titulaires des marchés de travaux

Par dérogation aux articles 2 et 3.8 du CCAG Travaux applicable aux marchés de travaux, les ordres de service destinés aux titulaires des marchés de travaux seront préparés, datés et signés par le maître d'œuvre puis transmis au maître de l'ouvrage pour notification au titulaire. Seuls les ordres de service notifiés par le maître de l'ouvrage lui seront opposables.

En outre, tous les ordres de services relatifs à la réalisation de travaux supplémentaires ou modificatifs de quelque nature qu'ils soient, en application des articles 14 à 17 du CCAG Travaux, doivent être soumis à l'accord préalable du maître de l'ouvrage qui apposera son visa sur le document avant toute notification au titulaire du marché de travaux. Seuls les ordres de service comportant ce visa seront opposables au maître de l'ouvrage.

Les réserves émises par une entreprise destinataire d'un ordre de service seront portées à la connaissance du maître de l'ouvrage, par transmission à celui-ci d'une copie.

■ Registre de chantier

En application de 28.5 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre doit tenir un registre de chantier.

Le maître d'œuvre signera ce registre et devra le faire signer par le titulaire du marché de travaux ou chacun des membres, en cas de groupement, lors de chaque réunion de chantier.

Le maître d'œuvre doit tenir ce registre à la disposition du représentant du maître de l'ouvrage ou des intervenants autorisés dans les 7 jours qui suivent leur demande formulée par écrit ou lors des réunions de chantier.

■ Augmentation du montant des travaux

Conformément à l'article 14.4 du CCAG travaux, le maître d'œuvre doit notifier au maître de l'ouvrage, dans un délai de 5 jours à compter de la réception de la lettre du titulaire l'informant de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel, son avis sur la décision à prendre par le maître de l'ouvrage sur la poursuite des travaux.

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire du marché de travaux ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable.

■ Réception

Le maître d'œuvre s'engage au respect des dispositions de l'article 41 du CCAG travaux relatives à la mise en œuvre de la réception des travaux. A défaut, il sera fait application des dispositions relatives aux abattements et pénalités applicables.

18.3. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une **obligation générale de résultat et de moyen**.

Concernant l'obligation de résultat, celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Concernant l'obligation de moyen, le maître d'œuvre est simplement tenu de mettre à disposition de l'acheteur les moyens dont il dispose. C'est également une obligation de prudence et de diligence.

■ Opérations de vérification

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Conformément à l'article 20.2 du CCAG Maîtrise d'œuvre, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

Par dérogation à l'article 21 alinéa 2 du CCAG, la décision de lancement d'un élément de mission ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent.

19. CLAUSES DE REEXAMEN ET PRESTATIONS SIMILAIRE

En complément des clauses permettant le réexamen du contrat qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions du contrat et des dispositions de l'article 26 du CCAG/MOE, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

19.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le Titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,

- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, - défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le Titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres modifications substantielles du marché.

Le remplaçant proposé pourra être :

- dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du Maître d'Ouvrage sur la substitution :

- dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement,
- dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

A défaut,

- dans le cas du groupement solidaire : conformément à l'article 3.5.4 du CCAG/MOE, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du contrat à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.
- dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité :
 - soit de laisser la possibilité aux membres de groupement de poursuivre leurs prestations après désignation d'un mandataire non solidaire ; le cocontractant énuméré en deuxième position dans l'acte d'engagement initial devient le nouveau mandataire du groupement,
 - de prononcer la résiliation sans faute, mais sans indemnité.

19.2. Remplacement du mandataire en cours d'exécution

Ces modalités de substitution s'appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l'exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement par **dérogation à l'article 3.5 du CCAG/MOE**.

19.3. Prestations supplémentaires ou modificatives

L'acheteur peut prescrire des prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG. Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

19.4. Solution technique innovante

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une solution technique innovante en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment, Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

19.5. Mesure transitoire de prévention et de sécurité

Dans le cadre d'événements particuliers, localisés ou non, comme des attentats, des catastrophes naturelles ou industrielles, des pandémies ou épidémies, il peut être exigé du titulaire l'application de mesures transitoires de prévention et de sécurité. L'acheteur transmet les consignes particulières à appliquer et leur durée d'application au titulaire qui ne peut pas les refuser. Dans le cas où ces mesures engendreraient des adaptations de délais ou des coûts supplémentaires, le titulaire demande leur prise en charge par l'acheteur en produisant tous les justificatifs appropriés. Le cas échéant un acte modificatif est établi si les prix du contrat doivent être réévalués. En cas de désaccord sur les conséquences financières, la résiliation du contrat pour événements extérieurs peut être prononcée par l'acheteur, sans indemnité pour le titulaire.

19.6. Prestations similaires

L'acheteur peut passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des prestations similaires, dans un délai de 3 ans à compter de la notification du présent contrat, conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique dans la limite de 1 176 000 € HT, montant maximum du présent accord-cadre compris.

20. DELAIS - PENALITES - PRIMES

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le présent de l'accord-cadre à bons de commande doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d'ouvrage.

Les pénalités sont appliquées sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable, sauf s'il en est expressément disposé autrement dans le présent document.

En conséquence, s'agissant des pénalités de retard, il est **entièrement dérogé à l'article 16.2.4 du CCAG/MOE**.

Par dérogation à l'article 16 du CCAG/MOE, les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG/MOE, le montant des pénalités n'est pas plafonné sauf mention expresse dans le présent article. Dans le cas de la résiliation du marché, les pénalités sont appliquées jusqu'au premier jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

Par dérogation à l'article 16.2.1 du CCAG/MOE, il n'est pas prévu d'exemption de pénalités. Toutefois, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de ne pas appliquer de pénalités pour quel que motif que ce soit.

■ Etablissement des documents d'études :

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE, en cas de retard dans la remise des documents d'études, le maître d'œuvre subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 1/100e en prix de base hors TVA, hors variation de prix, de l'élément de mission concernée.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG MOE, le titulaire n'a pas à aviser le maître d'ouvrage de la date à partir de laquelle les documents lui seront présentés.

■ **Vérification des projets de décomptes mensuels des entrepreneurs**

Délai de transmission au maître de l'ouvrage

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur conformément à l'article 12.1 du CCAG applicable aux marchés de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et qui lui sont transmis par l'entrepreneur par tout moyen permettant de donner date certaine à cette transmission.

Après vérification, le projet de décompte mensuel, devient le décompte mensuel. A partir de celui-ci le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 12.2 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur.

Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG travaux, le maître d'œuvre transmet au maître d'ouvrage pour règlement, l'état d'acompte correspondant dans un délai de 7 jours à compter de la réception de la demande de paiement par le maître d'œuvre. Si le projet établi par le titulaire du marché de travaux a été modifié, le maître de l'ouvrage notifie l'état d'acompte au titulaire accompagné du projet de décompte.

Le maître d'œuvre devra indiquer sur l'état d'acompte la date à laquelle il a reçu le projet de décompte. Il devra joindre à la transmission de l'état d'acompte au maître de l'ouvrage, une copie de l'accusé de réception ou du récépissé délivré au titulaire du marché de travaux à la réception du projet de décompte.

En cas de co-traitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui visera les projets de décompte après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres co-traitants.

Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE, si le délai fixé ci-dessus n'est pas respecté, le maître d'œuvre encourt, sans mise en demeure préalable, sur ses créances, des **pénalités dont le taux par jour calendaire de retard est fixé à 1% du montant, en prix de base hors TVA, de l'acompte de travaux correspondant**.

Après mise en demeure restée infructueuse de produire l'état d'acompte dans un délai de 7 jours, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

■ **Absence à des réunions :**

En cas d'absence non justifiée à une réunion à laquelle il a été dûment convié, le maître d'œuvre subira **une pénalité forfaitaire de 1000 € par absence**, sous réserve de dispense expresse du maître d'ouvrage. Les circonstances que son absence à ces réunions n'aurait pas entravé la bonne exécution du marché et que les prestations ont été réalisés dans les délais impartis sont sans incidence sur l'application des pénalités

■ **Vérification du projet de décompte final de l'entrepreneur :**

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final du marché de travaux établi par l'entrepreneur, conformément à l'article 12.3 du CCAG applicable aux marchés de travaux et qui lui a été transmis par l'entrepreneur par tout moyen permettant de donner date certaine à cette transmission.

Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final. En cas de défaillance du titulaire dans la production de son projet de décompte final, le maître d'œuvre établit d'office le décompte final dans les conditions fixées à l'article 12.3.4 du CCAG Travaux.

A partir du décompte final, le maître d'œuvre établit, dans les conditions définies à l'article 12.4 du CCAG applicable aux marchés de travaux, le décompte général.

Le maître d'œuvre devra indiquer sur le projet de décompte final la date à laquelle il a reçu le projet de décompte. Il devra joindre au décompte général une copie de l'accusé de réception ou du récépissé délivré à l'entreprise à la réception du projet de décompte final.

En cas de co-traitance, c'est le mandataire du groupement de maîtrise d'œuvre qui acceptera ou rectifiera le projet de décompte final et établira le décompte général après, s'il y a lieu, visa préalable d'un ou plusieurs des autres cotraitants.

Délai de vérification

Le délai pour la vérification du projet de décompte final et l'établissement du décompte général est fixé à 20 jours à compter de l'accusé de réception du document ou du récépissé de remise.

Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG MOE, en cas de retard dans la vérification du décompte final et dans l'établissement du décompte général, le maître d'œuvre encourt, sauf disposition différente dans l'acte d'engagement, sur ses créances, des pénalités dont le montant par jour de retard, y compris les dimanches et jours fériés, est fixé à 1/ 100ème du montant Hors TVA du décompte général.

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage ou à son représentant les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître de l'ouvrage ou à son représentant le met en demeure de le faire dans un délai qu'il fixe.

A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage ou à son représentant peut faire vérifier les projets de décompte aux frais du maître d'œuvre défaillant.

■ **Absence de mention de la date de réception du projet de décompte mensuel et de décompte final par le maître d'œuvre**

Le maître d'œuvre subira une pénalité forfaitaire de 500 €, en cas d'absence de mention de la date de réception ou de la date de remise du projet de décompte mensuel et du projet de décompte final des titulaires des marchés de travaux.

■ **Non réalisation des constatations contradictoires :**

Sans préjudice de l'application de l'article "Résiliation aux torts du maître d'œuvre" du CCAP, en cas de non réalisation par le maître d'œuvre des constatations contradictoires prévues aux articles 11.4 et 11.5 du CCAG travaux, dans les huit jours de la demande qui lui a été faite par le titulaire, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 500 €, sans mise en demeure préalable.

De plus, dans le cas où, dûment convoqué par le représentant du maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ne serait pas présent ou représenté à la date fixée, ou refuserait de procéder aux constatations, il lui sera appliqué une pénalité forfaitaire complémentaire de 500 €.

- **Pénalités relatives à la défaillance du maître d'œuvre dans la mise en œuvre des opérations de réception :**

Organisation des opérations préalables à la réception

Si le maître d'œuvre ne procède pas aux opérations préalables à la réception dans le délai fixé à l'article 41.1 du CCAG travaux, un abattement de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

De plus, si, bien que dûment convoqué, il est constaté que le maître d'œuvre n'est pas présent ou représenté à la date fixée par le maître d'ouvrage pour la réalisation des opérations préalables à la réception, ou si, bien que présent ou représenté, il refuse de procéder aux OPR, un abattement complémentaire de 50 % sur la partie "réception" de l'élément de mission AOR sera opéré.

En outre, le maître de l'ouvrage appliquera une pénalité forfaitaire de 1000 €.

Par ailleurs, si le maître d'ouvrage a fait appel à un assistant éventuel pour l'assister dans les opérations préalables à la réception, le coût de cet assistant sera porté au débit du maître d'œuvre.

Etablissement de la proposition de réception des travaux par le maître d'œuvre

- **Délai d'établissement de la proposition de réception des travaux**

Le délai d'établissement par le maître d'œuvre de la proposition de réception des travaux est celui fixé dans l'acte d'engagement, ou à défaut, par les cahiers des charges des marchés de travaux (CCAP ou CCAG travaux rendu contractuel) passés sous le contrôle du maître d'œuvre.

- **Pénalités pour non-respect du délai d'établissement de la proposition de réception des travaux**

Par dérogation à l'article 16.2 du CCAG Prestations intellectuelles, en cas de retard dans l'établissement de la proposition de réception des travaux, le maître d'œuvre encourt, une pénalité dont le montant par jour calendaire, est fixé à 1/200ème du montant en prix de base hors TVA de l'élément de mission Assistance aux Opérations de Réception (AOR) et pendant la garantie de parfait achèvement.

- **Pénalités relatives à l'établissement du registre de chantier**

Si le titulaire ne met pas le registre de chantier à la disposition du représentant du maître de l'ouvrage ou des intervenants autorisés dans les conditions définies à l'article ci-dessous, il sera fait application d'une pénalité forfaitaire de 400 €.

Cette pénalité sera applicable à chaque demande non satisfaite.

Pénalités en cas de retard dans l'instruction des mémoires en réclamation

Le délai d'instruction des mémoires en réclamation présentés au plus tard lors de la présentation du projet de décompte final, est de 20 jours calendaires à compter de la réception par le Titulaire du mémoire en réclamation de l'entreprise.

Passé ce délai, le Maître d'Œuvre encourt une pénalité dont le montant est de 100 € par jour de retard.

- **Pénalités de retard générales**

Pour tous les cas de retard non traités par les pénalités spécifiques ci-dessus, le titulaire subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à 1/200e du montant, en prix de base hors TVA, hors variation de prix

■ Pénalités en cas de dépassement du délai d'exécution des travaux

Si le délai d'exécution des travaux est dépassé, le Titulaire peut se voir appliquer une pénalité de 250 € par jour de retard, dès lors qu'il n'a pas pris, en temps utile, toutes dispositions coercitives à l'égard de l'entreprise (mise en demeure, pénalités de retard, etc...) et n'en a pas avisé par écrit le Maître d'Ouvrage.

■ Pénalités en cas de non-contrôle des sous-traitants des entreprises

Le Maître d'Ouvrage peut exiger à tout moment auprès de la maîtrise d'œuvre la justification des documents et informations qu'il a sollicités et obtenus de tous les intervenants directs et indirects sur le chantier en vue du respect de leurs obligations au regard de la législation sur le travail illégal et plus généralement en matière de sécurité et d'hygiène.

Le non-respect de cette obligation sera sanctionné par une pénalité de 100 € par jour de retard, cette pénalité étant immédiatement déduite de la situation en cours

■ Pénalités en cas de non-respect des obligations en matière de réception

Le Titulaire établit les procès-verbaux de réception qui devront être soumis à la validation du Maître d'Ouvrage dans les 5 jours suivant les visites de réception correspondantes. A défaut, il se verra appliquer une pénalité de 150 € par jour de retard. En cas de présence de réserves non levées dans le délai imparti (2 mois à compter de la réception), le Titulaire pourra se voir appliquer une pénalité de 150 € par jour s'il n'a pas effectué les diligences nécessaires.

■ Pénalités en cas de non-respect des obligations dans le cadre de la garantie de parfait achèvement

En cas de présence de désordres non traités dans le délai d'1 mois à compter de leur survenance ou en cas de défaut de diffusion mensuelle des tableaux à jour des désordres de parfait achèvement, la Titulaire du contrat pourra se voir appliquer une pénalité de 100 € par jour de retard s'il n'a pas effectué les diligences nécessaires

21. PRESENTATION DES DOCUMENTS

Par dérogation à l'article 20.4.2 du CCAG/MOE, le Maître d'Œuvre est dispensé d'aviser par écrit le Maître d'Ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui sont présentés.

22. ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

L'acheteur peut décider au terme de chaque élément de mission de maîtrise d'œuvre, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations. Cette décision ne donne lieu à aucune indemnité et ne donne pas lieu à la résiliation du marché mais simplement à l'arrêt de la mission.

23. FIN DU CONTRAT

23.1. Documents à remettre

L'acheteur ou son représentant procèdera à la réception des documents produits par le titulaire dans un délai de deux mois à compter de la date de remise de ces documents à l'acheteur ou son représentant, conformément à l'article 20.2 du CCAG/MOE.

Par dérogation à l'article 20.5 du CCAG/MOE, le maître de l'ouvrage n'a pas à aviser le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications des éléments remis pour acceptation.

L'absence de réponse de l'acheteur ou de son représentant dans les délais ci-dessus vaut acceptation des documents.

23.2. Achèvement de la mission

La mission du maître d'œuvre s'achève à la fin de la garantie de parfait achèvement (prévue à l'article 44.1 du CCAG/Travaux), ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve et la contestation, par l'acheteur de la réparation du dernier désordre.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du Maître d'Œuvre, par l'acheteur, dans les conditions de l'article 21 du CCAG/MOE, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai de 2 mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut admission des prestations.

Par dérogation à l'article 21 du CCAG/MOE, la décision de l'acheteur d'ordonner le démarrage d'un élément de mission de maîtrise d'œuvre ne vaut pas admission tacite de l'élément de mission précédent. Il peut être mis fin à l'exécution du marché, qu'il y ait faute ou non du Titulaire, par une décision de résiliation qui en fixe la date d'effet

24. RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

24.1. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Pour l'application du présent article, le contrat est conclu à titre non exclusif.

Les dispositions de l'article 34 du CCAG/MOE s'appliquent. L'acheteur peut faire exécuter aux frais et risques du Titulaire, par un tiers les prestations objet du présent marché :

- soit en cas d'inexécution, de défaillance, par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut ne souffrir d'aucun retard,
- soit en cas de résiliation du contrat prononcée pour faute du Titulaire.

Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

24.2. Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation au titre de **l'article 31 du CCAG/MOE et par dérogation à cet article**, aucune indemnité de résiliation ne sera versée au Titulaire, à l'exception des frais engagés dûment justifiés pour l'exécution des prestations objet du contrat, dont l'indemnisation doit être demandée dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la décision de résiliation.

24.3. Résiliation pour faute du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 30 et 34 du CCAG/MOE avec les précisions suivantes :

- L'acheteur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre à bons de commande aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 34 du CCAG/MOE. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, **et par dérogation à l'article 32.5 du CCAG/MOE**, la notification du décompte de résiliation par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

25. UTILISATION DES RESULTATS

Par dérogation à l'article 24.1 du CCAG/MOE, le titulaire concède ses droits sur l'utilisation des résultats des prestations du contrat à titre exclusif. Ces droits sur l'utilisation des résultats sont également concédés à tout tiers désignés ultérieurement par le maître d'ouvrage pour les besoins de l'opération, notamment les collectivités territoriales partenaires de l'opération. La rémunération du titulaire comprend cette concession telle que définie au présent article du CCAP.

26. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

26.1. Règlement des différends

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

26.2. Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

Tribunal Administratif de Paris
7 rue de Jouy
Paris
75181 Paris Cedex 04

Téléphone : 01 44 59 44 00
Courriel : greffe.ta-paris@juradm.fr
Télécopie : 01 44 59 46 46
Site internet : paris.tribunal-administratif.fr

27. CONFIDENTIALITE

Nonobstant les dispositions du CCAG/MOE, en participant à cette mission, le Titulaire est susceptible d'avoir connaissance d'informations commerciales, économiques ou administratives. Il s'engage à ne rien divulguer à l'extérieur sans accord formel de l'acheteur.

Le Titulaire est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel, et, le cas échéant, de ses sous-traitants et fournisseurs, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution du présent contrat.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données sur quelque support que ce soit à des tiers. Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire à la résiliation du marché aux torts du

Titulaire, à ses frais et risques, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par l'acheteur au titulaire, au titre de l'article 1242 du Code Civil.

Liste des dérogations au CCAG Maîtrise d'œuvre :

Par dérogation à l'article 1er du CCAG/MOE, les dérogations aux dispositions du CCAG/MOE ne sont pas récapitulées dans le dernier article du présent marché mais sont indiquées expressément au fil de la lecture de celui-ci en caractères gras.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)
[CCAG Maîtrise d'œuvre du 30 mars 2021](#)